

# 18 DÉCEMBRE - JOURNÉE INTERNATIONALE DES MIGRANT·E·S

## LE RACISME D'ÉTAT OUVRE LA VOIE AU FASCISME : OÙ QUE L'ON SOIT NÉ·E, SOLIDARITÉ !

Contre le racisme d'État nous appelons à la désobéissance civile, la résistance et la lutte !

De loi Darmanin en projet de loi Retailleau, les dignes ont été franchies. Et c'est désormais le RN qui se met à faire la loi.

Nous appelons toutes celles et tous ceux qui sont effrayé·e·s par la montée du racisme et la perspective d'arrivée au pouvoir du RN à manifester ensemble autour de la journée internationale des migrant·e·s.

Nous sommes nombreux et nombreuses. Bien plus que les racistes, beaucoup plus que les fascistes.

Ne soyons pas invisibles. N'acceptons pas d'être atomisé·e·s. Ensemble nous sommes forts et fortes. Face au racisme et aux inégalités, affirmons notre humanité. Montrons concrètement que le racisme tue, divise et détruit tandis que l'égalité et la solidarité sont désirables.

Chaque fois qu'un quartier se lève pour éviter une expulsion, exiger la régularisation d'une famille, l'hébergement et la scolarisation des mineur·e·s, le quartier devient plus beau, plus fort, plus solidaire.

Chaque fois qu'un lieu de travail ou un lieu d'étude se mobilise pour défendre un·e collègue ou un·e camarade, nous sommes plus forts et plus fortes pour lutter, ensemble, pour nos droits.

L'immigration n'est pas le problème. Faire croire cela c'est développer la violence et les inégalités. C'est désigner les migrant·e·s, les enfants de migrant·e·s, les personnes musulmanes ou assignées musulmanes comme « l'ennemi ». C'est faire progresser la déshumanisation de toute la société. C'est masquer les véritables causes, s'éloigner des solutions : la justice et l'égalité.

Nous refusons que des dizaines, des centaines, des milliers d'êtres humains meurent sur les routes de la migration. Nous refusons que des mineur·e·s, des femmes et des hommes, des familles dorment à la rue. Nous refusons que des travailleuses et des travailleurs restent à la merci de patrons voyous. Nous refusons l'existence des centres de rétention, prisons pour étranger·e·s.

Nous refusons la criminalisation des immigré·e·s, avec et sans papiers. Nous refusons le racisme légitimé par l'État qui ouvre la porte au fascisme.

Du 14 au 18 décembre, à l'occasion de la Journée internationale des migrant·e·s,

### **faisons masse, faisons classe :**

- pour l'**égalité des droits** de toutes et tous et la régularisation des sans-papiers
- pour la **fermeture des centres de rétention** et la **liberté de circulation**
- pour le **logement de toutes et tous les sans-abris**, avec et sans papiers, l'application de la loi de réquisition et l'abrogation de la loi Kasbarian-Bergé pour l'accès de toutes et tous à la santé et à l'école
- pour l'**abrogation de la loi Darmanin**, de toutes les lois racistes, du pacte migratoire européen et du règlement Dublin
- pour la **solidarité internationale** avec tous les peuples en lutte pour la justice, la liberté, l'égalité et la fin du colonialisme de la Palestine au Sahel en passant par le Liban, de la Kanaky à la Martinique en passant par Mayotte

**Organisons-nous partout. Faisons de chaque quartier, de chaque lieu de travail et d'étude des zones de solidarité ! Faisons front, ensemble, contre le racisme, le colonialisme et le fascisme !**



# DES DIZAINES DE PERSONNES VIVENT À RENNES

## DANS DES CONDITIONS INDIGNES !

À Rennes, la politique d'inhospitalité de l'Etat s'est traduite ces derniers mois par la multiplication de campements. Jusqu'à 250 personnes, dont 70 à 80 enfants, une cinquantaine de mineur·es isolé·es, mais aussi de nombreux malades, y croupissaient dans des conditions totalement indignes. On y comptait des réfugié·es disposant d'un titre de séjour, des demandeur·euses d'asile en attente, des personnes déboutées du droit d'asile mais aussi des français·es sans logements.

Face à cette situation intolérable, l'InterOrganisation de Soutien aux Personnes Exilées a décidé de réquisitionner un gymnase. Comme il était demandé, la Mairie a mis en place une société de gardiennage pour garantir cette mise à l'abri. C'est une victoire pour 80 personnes se retrouvant ainsi au sec et protégées du froid. Mais on ne saurait se satisfaire de cette situation qui reste très précaire.

### Et beaucoup d'autres restent à la rue !

A ce jour, des personnes n'ont aucune perspective d'hébergement, la préfecture fermant résolument sa porte depuis plus d'un an aux demandes des associations de soutien aux personnes exilé·es.

Cette crise de l'accueil, expression du racisme d'Etat, est amplifiée par une grave crise du logement en France. Forte augmentation du coût de l'immobilier, déficit de construction de logements sociaux avec des files d'attente qui s'allongent et conduisent à un engorgement de l'hébergement d'urgence...

Ce problème de logement est la conséquence du refus de régularisation des personnes sans papiers, ce qui les empêche de travailler et de s'installer.

**Une urgence s'impose, à Rennes comme dans beaucoup d'autres grandes villes de France : octroyer au plus vite un hébergement digne et pérenne à toutes les personnes à la rue.**

**Des solutions existent : il y a 3 000 000 de logements vides en France... REQUISITION !**

La politique raciste et sécuritaire, du gouvernement ne peut conduire qu'à une précarisation toujours plus grande des plus fragiles, et en premier lieu des personnes exilées, prémices d'attaques sociales sans précédent contre toutes et tous.

## MANIFESTATION

# MERCREDI 18 DECEMBRE

## 17h30 • RÉPUBLIQUE

*Signataires : Accueil Réfugiés Bruz ; Des Arbres et des Papiers ; Association Hirondelle ; ACE ; ATTAC Rennes ; CIMADE 35 ; DAL 35 ; Ensemble 35 ; FSQB ; FSU 35 ; GES 35 ; Groupe Migrants FI Rennes ; Migrants Bretagne Romantique-QMS ; MIR ; MRAP 35 ; NPA.A Rennes ; Solidaires 35 ; UD CGT 35 ; UL-CNT 35 ; UTUD*